



Fiche documentaire n°.2: La faiblesse des moyens d'expression collective laisse les travailleurs dans l'insécurité

Les nouvelles formes d'expression sont encore limitées

Dans de nombreux pays le poids des syndicats s'est sensiblement affaibli. Selon un indice national de la sécurité de la représentation estimé pour 99 pays, la plupart des travailleurs n'ont qu'une faible probabilité de bénéficier de moyens d'expression leur assurant une sécurité dans leurs relations sur le marché du travail. L'époque de la mondialisation a essentiellement coïncidé avec un affaiblissement de la force collective des travailleurs. Les pays qui obtiennent les meilleurs résultats au regard de l'indice de la représentation sont les pays nordiques. Mais près des deux tiers de l'ensemble des pays ont une faible sécurité de représentation et entrent dans la catégorie des «pays à la traîne».

Le rapport de l'OIT sur la sécurité économique conclut que «ce qui est inquiétant, est la forte dégradation des principales formes d'expression dans le monde du travail à l'époque de la mondialisation».

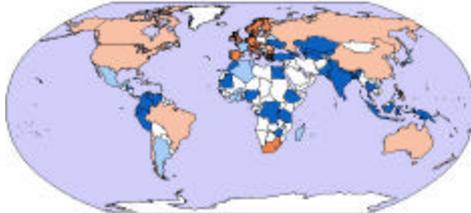
S'agissant de la sécurité de la représentation, il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles. Elles sont exposées, dans un cas comme dans l'autre, dans le rapport de l'OIT. Quelques points sont repris ici :

- Parmi les meilleures nouvelles, le rapport montre que les pays ayant une forte sécurité de la représentation ont généralement des niveaux d'inégalité plus bas, tels qu'ils sont mesurés par le coefficient de Gini de la répartition du revenu.
- Peut-être la plus mauvaise nouvelle pour les travailleurs est que la désyndicalisation (la baisse du pourcentage de travailleurs syndiqués) s'est poursuivie dans le monde entier. Dans certains pays industrialisés, le taux de syndicalisation a chuté pour se situer au-dessous de 10%.
- C'est dans les services publics que les syndicats ont le plus de pouvoir, mais à mesure que ceux-ci sont privatisés, une nouvelle menace pèse sur la force syndicale.
- Les femmes sont moins syndiquées que les hommes, et elles occupent seulement une petite minorité des postes supérieurs dans les syndicats (voir la fiche documentaire 4).
- La plupart des travailleurs, lorsqu'on leur demande leur avis sur les syndicats, soit *ne connaissent pas* leur existence, soit sont sceptiques sur leur valeur. Il est démontré que c'est particulièrement le cas dans les pays en développement, comme le Bangladesh, certaines parties de l'Inde et du Pakistan.
- Les enquêtes menées aux fins de ce rapport montrent qu'il y a une absence de *confiance* dans les syndicats dans beaucoup de pays. Dans la Fédération de Russie, par exemple, un tiers des travailleurs sont convaincus que personne ne protège leurs intérêts, et 2% seulement estiment que les syndicats le font. Un adulte sur cinq seulement avait une «attitude positive» à l'égard des syndicats. Au Brésil, le manque de confiance dans les syndicats (30% seulement leur faisaient confiance) est lié à une baisse de la confiance dans les organisations sociales, quelles qu'elles soient, mais il y a moins de confiance que dans d'autres organismes, tels que l'église et les associations de voisinage. En Argentine, 11% seulement de personnes interrogées faisaient confiance aux syndicats. Aux États-Unis, moins de 20% de la population adulte a confiance en la «main-d'œuvre organisée».
- Ce qui pourrait se révéler une bonne nouvelle est que de nouvelles formes d'organisation gagnent du terrain, comme cela est démontré dans ce rapport. Les gens expriment plus de confiance dans ces organismes que dans les organismes publics ou dans la plupart des organisations syndicales classiques. Toutefois, le rapport pose la question de savoir si beaucoup d'ONG sont réellement représentatives et orientées vers la promotion des intérêts des travailleurs.
- Le rapport montre que les pays jouissant de niveaux élevés de sécurité de la représentation ont des niveaux de sécurité de l'emploi et du



travail relativement élevés. Cependant, un indice de la sécurité de la représentation élevé n'est pas lié à une forte sécurité du marché du travail, ce qui donne à penser que les syndicats n'ont pas réussi à contribuer à abaisser le chômage. L'indice de la représentation n'est pas non plus lié à la sécurité des compétences.

Indice de la sécurité de la représentation par pays



■ Pays en pointe ■ Pays pragmatiques
■ Pays ordinaires ■ Pays à la traîne

Note: Les pays figurant en «blanc» ne sont pas visés par l'analyse.
Source: Base de données IFP-SES 2004

- Bien que la syndicalisation soit faible, les enquêtes sur les entreprises menées par l'OIT montrent que celles dont les travailleurs sont syndiqués versent habituellement des salaires plus élevés et offrent plus de prestations non salariales que les entreprises par ailleurs similaires dans le même pays ou le même secteur. En outre, des statistiques montrent que les entreprises dont les travailleurs sont syndiqués ont d'aussi bons résultats que celles où il n'y a pas de syndicats.
 - Les entreprises à présence syndicale sont plus susceptibles de favoriser la sécurité des compétences, pressant la direction d'offrir plus de formation et de recyclage (chapitre 10). Et les syndicats indépendants ont apparemment plus de poids que les syndicats d'entreprise.
 - Les entreprises à présence syndicale en Afrique du Sud et en Tanzanie étaient plus susceptibles de mettre en œuvre des politiques de l'emploi axées sur l'égalité des chances ou la non-discrimination.
- Parmi les conclusions et recommandations du rapport à cet égard, on peut citer les suivantes:
- La «démocratie ténue» s'est répandue dans le monde du travail, dans la mesure où les travailleurs et les communautés au travail se trouvent rarement dans des situations où ils peuvent négocier efficacement ou sur un pied d'égalité avec les employeurs.
 - Les gouvernements ont renforcé les droits individuels tout en réduisant les droits collectifs, affaiblissant ainsi les capacités des syndicats et des autres organisations de masse en matière de négociation.
 - Le sens de la solidarité sociale s'est nettement affaibli dans le monde, chacun étant encouragé à se préoccuper principalement de la consommation et de l'acquisition de la propriété.
 - Il y a une tendance mondiale à la convergence des politiques fiscales, monétaires et sociales dans lesquelles le pouvoir de décision est cédé à des techniciens et des «experts», et desquelles l'expression démocratique collective est largement exclue.
 - Pour garantir une plus grande représentation des travailleurs au niveau mondial, le rapport suggère d'envisager d'établir un Conseil de la sécurité économique dans le cadre des Nations Unies, de façon que les informations concernant la sécurité économique et sociale puissent être présentées et examinées ouvertement.
 - Le rapport de l'OIT passe en revue les initiatives volontaires en matière de responsabilité sociale des entreprises et conclut qu'elles sont peu susceptibles d'avoir beaucoup d'effet. Le rapport conclut que *les entreprises ne devraient pas se charger de la responsabilité de la politique sociale, et devraient se garder de devenir paternalistes.*